

CONTRE LA POLITIQUE DU PIRE POUR LE PROGRÈS SOCIAL ET UNE HAUSSE SIGNIFICATIVE DES SALAIRES

GRÈVE ET MANIFESTATION JEUDI 29 SEPTEMBRE

Crise et fin de l'abondance : un refrain ultralibéral

Crise sociale, crise inflationniste, crise énergétique, crise sanitaire, crise climatique, jamais le phénomène de crise n'a autant été évoqué pour caractériser la situation dans laquelle nous vivons. La communication gouvernementale nous culpabilise du soir au matin, nous enjoint à faire encore et encore des efforts, de renoncer à vivre dignement de nos salaires. Macron nous annonce « la fin de l'abondance ». La fin de l'abondance pour qui ? Pour les dix millions de pauvres que compte le pays ? Pour les millions de salariés pauvres et précaires, pour les jeunes en situation de détresse, pour les retraités qui voient leur pensions diminuer ?

Vive la crise, les riches se gavent !

En réalité, la « fin de l'abondance » annonce ni plus ni moins qu'un retour encore plus brutal de l'austérité.



L'inflation galope, les prix de l'énergie sont multipliés par 4, par 5, bientôt par 10, mais pas question d'augmenter les salaires et les pensions. Et pourquoi ? Ah oui, la crise ! Mais ces crises, ce sont leurs crises. Ce sont nos gouvernants et la caste des puissants qui ont contribué à les mettre aux manettes qui en sont totalement responsables. Ces crises sont le résultat des politiques qu'ils décident et mettent en œuvre, elles ne doivent rien à la fatalité !

Les plus riches continuent à s'enrichir, la France bat tous les records dans le reversement de dividendes au capital. Les grands groupes français ont versé en 2021 plus de 70 milliards de dividendes et pour le seul deuxième trimestre 2022, 44,3 milliards ont terminé dans les poches de leurs costumes sur mesure ! Les dividendes ont donc augmenté de 32,7 %, soit un rythme supérieur à la moyenne européenne. À l'échelle mondiale, entre avril et juin, 1200 entreprises ont versé 544,8 milliards de dollars à leurs actionnaires. Et on ose nous annoncer la fin de l'abondance ?! De qui se moque-t-on ?

Brimer et sanctionner les plus en difficultés, protéger les « super-profits » !

Pendant ce temps, les salaires n'augmentent, en moyenne, que de 3 % en 2022 (avec de grosses disparités) alors que l'inflation s'élève à 6 % au 1er août et c'est loin d'être fini. D'ailleurs, le gouvernement ne donne pas l'exemple en n'augmentant (après des années de gel) le point d'indice que de 3,5 % : ce qui n'enrayera ni la précarité, ni les problèmes de recrutement dans certains métiers. L'hiver va arriver avec la flambée des coûts de l'énergie (la première ministre annonce d'ores et déjà des hausses « de 10 à 20% ») et avec une hausse supplémentaire des denrées alimentaires (liée à la sécheresse). Le gouvernement, contre vents et marées, refuse d'envisager la moindre taxation des profits dégagés par les entreprises qui profitent de la crise énergétique. Et « en même temps », c'est une fin de non-recevoir pour les chômeurs, à qui l'on promet un durcissement des conditions d'attribution de l'allocation chômage, une fin de non-recevoir pour les salariés à qui on n'accorde que des subsides (chèques ceci, chèques cela, exonération fiscales sur

les heures supplémentaires...). Cerise sur le gâteau avec le retour sur le devant de la scène de la réforme des retraites. Malgré le rapport annuel du Conseil d'orientation des retraites (COR), qui informe que les caisses de retraite française ont dégagé un excédent de 900 millions d'euros en 2021 et qui prévoit un cette année un surplus de 3,2 milliards d'euros, c'est le dogmatisme capitaliste qui l'emporte. Et le Président de la République de préciser : « En cas d'obstruction générale » à l'Assemblée nationale, il n'aura « aucun état d'âme » à utiliser l'article 49-3, qui permet l'adoption d'un texte sans vote du parlement.

Une politique assumée de destruction des conquêtes sociales et des services publics

Aux Finances publiques, nous constatons tous et toutes que le rouleau compresseur poursuit son objectif de faire table rase du réseau et conduit à la privatisation progressive de nos missions et à la précarisation du statut général de la Fonction publique et la précarisation des emplois qui la constituent.

Nous savons tous et toutes qu'une des solutions à la paupérisation de bon nombre des salarié.e.s, privé.e.s d'emplois, étudiant.e.s passe par une autre répartition des richesses. Qui mieux que nous, salarié.e.s de l'administration fiscale pour réaffirmer que « de l'argent, il y en a, aux Finances on sait ça ! ». Le montant de la fraude et de l'évasion fiscale annuel est maintenant admis par tous aux alentours de 100 milliards. En donnant à notre administration les moyens de contrôler et de recouvrer tout ou partie de ce magot qui échappe à la collectivité, combien de mesures de satisfaction des besoins de la population pourraient être mises en œuvre.

Pour une augmentation immédiate de nos salaires et le rattrapage des années de vol par rapport à l'inflation

Pour la revalorisation de nos métiers, pour une administration fiscale au service des usagers et du partage des richesses

Contre la rémunération au mérite (RIFSEEP)

Pour des créations de postes de titulaires à la hauteur des enjeux

Pour l'amélioration de nos conditions de travail

Pour une retraite à 60 ans à taux plein

Pour la réduction du temps de travail à 32 heures



Soyons massivement en grève et en manifestation le jeudi 29 septembre

Manifestation départementale à RODEZ

(Conférence salariale de 10h00 à 12h00, salle des fêtes, casse croute militant, concert, à partir de 12h15, au jardin public)